

Interview de Monsieur Schäfer

Lycée International François 1^{er}

28 septembre 2022



Monsieur Carton, proviseur du Lycée François 1^{er} : Nous sommes dans une situation incertaine, qui n'a pas existé depuis au moins 70 ans. Vos parents et vous-même avez toujours connu une situation de paix ; et pour la première fois depuis un an on peut s'interroger sur la pérennité de cet état de paix. Cette situation ne peut fonctionner à l'échelle européenne que si, ensemble, deux peuples marchent main dans la main pour fédérer les autres peuples. Ces deux peuples sont l'Allemagne et la France.

Monsieur Schäfer : J'ai d'abord travaillé en Ukraine, en Amérique Latine, en Afrique du Sud puis j'ai été au ministère des Affaires Etrangères à Bonn et à Berlin. Pendant sept ans j'ai été porte-parole de quelques ministres des affaires étrangères allemands. Ce qui se passe en ce moment dans le monde aura un impact énorme sur nous à long terme parce que l'époque la plus heureuse que l'Union Européenne a vécu depuis la chute de mur de Berlin est maintenant finie. Nous avons été habitués à cette liberté, à la prospérité et à la tolérance. Les histoires de guerres d'avant sont passées, nous avons réussi à passer à autre chose. Nous avons trouvé un moyen de surmonter nos différences et de nous concentrer sur l'avenir commun qui est l'avenir de l'Europe. Pour la plupart d'entre nous la guerre en Ukraine n'a pas de réel impact sur nous, on continue de vivre. Cependant nous sommes rentrés dans une période de guerre froide qui est tragique. Nous devons être conscients et prêts à payer un prix pour notre liberté. Cela est le devoir des personnes qui travaillent aux gouvernements français, allemand ou autre : de sauvegarder les chances qu'on a eues de développer cette Europe libre, démocratique et tolérante. Le sabotage du gazoduc de la mer Baltique en Allemagne montre que la guerre a évolué. Ce n'est plus une confrontation de la Russie et de l'Ukraine mais une confrontation des visions divergentes du monde entier. La vérité c'est le mensonge et le mensonge c'est la vérité. Les gens qui habitent en Russie sont manipulés par des mensonges. On leur dit que cette guerre n'est rien d'autre qu'une opération spéciale militaire. On leur dit aussi que la vérité de l'Occident n'est que mensonges. Dans tout le monde, que ce soit en Italie, en Allemagne ou en France il y a beaucoup de problèmes tels que des injustices, de la pauvreté... Mais jamais cela n'a été meilleur qu'aujourd'hui.

Elève : Welchen Beitrag können wir Ihrer Meinung nach als französische Jugendliche zu der deutsch-französischen Beziehung leisten?

M. Schäfer : Tous les progrès scientifiques et humanitaires qu'on a vus au cours des siècles devraient être retenus. Les jeunes élèves devraient prendre conscience et réfléchir aux choses sans se laisser influencer par les autres. Nous devons réfléchir par nous-mêmes et estimer ce qui est juste et ce qui est injuste. Cet apprentissage de ce que sont nos valeurs, nos intérêts qui nous guident, doit être refait. Nous avons tous les moyens de nous éduquer et de contribuer à notre société. Mais pour cela nous devons apprendre à nouveau ce que sont nos valeurs humanistes, de démocratie, de l'Etat de droit et de la justice. Nous devons aussi apprendre comment bâtir un futur sur notre passé.

Elève : Quelles seraient les marges de manœuvre de la diplomatie dans un contexte où un parti postfasciste arrive au pouvoir ? Et est ce qu'il y a des ordres qui ne vous conviennent pas personnellement ?

M. Schäfer : Il n'y a pas de doute que les élections en Suède, Italie ou ailleurs ont été faites selon nos procédures démocratiques, donc si ces peuples font un certain choix, nous devons l'accepter car c'est la démocratie. Pour l'Italie cela est plus difficile à savoir ce qu'il va se passer puisqu'il est trop tôt. Il n'y a pas encore de gouvernement, nous ne savons pas qui sera ministre ou quelle sera la politique. Si une politique contre la migration est mise en place cela serait contre les valeurs humaines que nous partageons en Europe.

En France, à l'issue du deuxième tour des élections, les Français ont élu un candidat qui partage notre point de vue sur la guerre d'agression de la Russie en Ukraine. Dans cinq ans, les relations entre la Russie et les autres pays seront différentes, et cela grâce à la démocratie. Au sein de l'Assemblée Nationale, 15% ont une posture « pro-russe », contre les sanctions, puis une grande partie des NUPES a une approche apaisante à l'égard de la Russie. Donc pour l'instant, en Europe, nous nous battons pour les sanctions que nous trouvons justes et importantes à l'égard de la Russie, avec la résistance de la Hongrie. Mais il pourrait éventuellement y avoir une situation dans laquelle l'Italie se joindrait à la Hongrie, même si cela est peu probable, car Mme Meloni dit qu'elle est plutôt en faveur de la politique qu'il y a eu jusqu'à maintenant. Pour contrer les fascistes du passé, la réponse est très simple, c'est vous, la nouvelle génération. Nous devons être conscients des dangers du passé, voir que le fascisme a détruit notre continent de la pire manière.

Elève : Contenu de votre expérience à l'ambassade de Kiev, et donc de votre connaissance du terrain, pourriez-vous nous faire partager votre vision du conflit russo-ukrainien ?

M. Schäfer : Ma sensation à l'égard de la guerre est la même que la vôtre. Je n'aurais pas pensé qu'au début du 21^{ème} siècle, après plus de 70 ans de paix en Europe, qu'une guerre comme ça devienne possible. Mais il faut l'accepter. On pourrait qualifier cet épisode de « Zeitenwende », comme un changement d'époque. Les Allemands, plus que les autres peuples, ont vraiment appris la leçon de leur histoire après la guerre. Ils sont devenus des pacifistes, la guerre paraissait impensable, mais maintenant ils se rendent compte que cela n'était qu'un rêve. Il faut accepter de payer un prix pour garder les libertés. Ce n'est pas seulement un prix à payer en euros, mais en sacrifices. La Russie est une menace à notre manière de vivre et à nos valeurs. Nous devons donc lutter contre le fascisme. Personne ne peut s'imaginer comment sera le futur. Nous ne savons pas si le monde aura changé positivement ou négativement. Y aura-t-il encore la guerre ? On pourrait se projeter comme George Orwell dans son ouvrage visionnaire 1984.

Elève : Pensez-vous que le couple franco-allemand puisse être brisé à la suite de la montée des partis extrêmes et à la prise de pouvoir de M. Mélenchon ou Mme Le Pen ?

M. Schäfer : M. Mélenchon a écrit un livre contre l'Allemagne, Le hareng de Bismarck, et Mme Le Pen a dit avant les élections qu'elle était contre le pouvoir qu'a l'Allemagne sur l'Europe et sur la France. Ici, les conséquences pour les relations franco-allemandes seront profondes. Elles seraient profondes pour l'avenir de l'Europe. En Allemagne, depuis 15 ans, un parti politique extrémiste nommé « Alternative für Deutschland » (AfD) se développe. Il y avait des craintes que ce parti grandisse comme le parti nazi durant la République de Weimar, mais ce n'est pas le cas. En Allemagne, les partis extrémistes gagnent environ 10% des voix, ce qui est peu par rapport à la France. Mais ce n'est pas pour autant que les Français sont des extrémistes.

Elève : Pensez-vous que la guerre en Ukraine va se propager en Europe et si oui, comment les pays européens vont-ils réagir ?

M. Schäfer : Je n'ai pas de réponse à cette question. Je pense tout de même que le risque que cette guerre s'élargisse en Europe occidentale est minime, mais on ne peut pas l'exclure. Nous avons deux expériences de guerres dans l'Histoire, entre un pays qui possède l'arme nucléaire comme la Russie et son voisin qui ne la possède pas. Les Américains ont mené une guerre au début des années 50 en Corée, et au Vietnam. Durant ces deux guerres, un commandant a demandé l'autorisation d'utiliser la bombe atomique pour gagner la guerre en Corée, mais la réponse de G. Washington a été non. G. Washington pensait que perdre la guerre était mieux que de lancer la bombe atomique, car le traumatisme des deux bombes atomiques lancées sur le Japon était trop grand pour le renouveler. En Corée, il n'a jamais été question d'utiliser l'arme atomique. En France il existe des personnes dont la profession est de comprendre ce qui se passe derrière les murs du Kremlin, c'est la kremlinologie. Beaucoup de pays ont des kremlinologues, afin de comprendre ce qui pourrait être décidé. Bien qu'il y ait ces chercheurs-là, nous ne pourrions jamais être sûr de quoi que ce soit. Nous pouvons seulement deviner que perdre la guerre serait tragique pour Poutine, car il perdrait sûrement le pouvoir. Mais cela ne nous dit rien sur la capacité de Poutine à utiliser l'arme atomique, ni sur sa potentielle cible. Donc maintenant la position de l'Allemagne et de la France et de leurs alliés est qu'ils ne sont pas co-belligérants. Cela signifie qu'ils ne prennent pas part à cette guerre, mais ils ont le droit souverain de supporter l'Ukraine en l'aidant. Ce geste pourrait être interprété comme une participation dans la guerre par Poutine, mais lorsque l'on regarde les discours de Poutine, on voit que c'est lui qui estime être en guerre avec le monde occidental sous le leadership des Américains, donc la guerre en Ukraine n'est qu'une petite partie de sa guerre contre le monde occidentale. La probabilité que cette guerre s'élargisse est très petite.

Elève : C'est clair que pour l'écologie, le nationalisme n'est pas la bonne solution mais pour le covid et le chômage le nationalisme pourrait être une solution facile. Par exemple dans des pays comme la Corée qui ont été recroquevillés sur eux-mêmes durant la période de covid, la propagation du virus a été très faible. Et favoriser le nationalisme pour le chômage pourrait être une solution

M. Schäfer : Ah bon ?... Et selon vous, quelle aurait été la solution nationaliste la plus efficace pour éviter le covid ?

Elève : Fermer les frontières.

M. Schäfer : Es-tu sûr que cela aurait aidé à éviter le covid ? Qu'est-ce qu'il aurait fallu faire une fois que le covid était rentré dans le pays ?

Elève : Il aurait fallu fermer les frontières avant la propagation mondiale du virus.

M. Schäfer : De nos jours, avec toute la vie sociétale et les échanges mondiaux constants, ce n'est pas facile de fermer les frontières. Est-ce que ce ne serait pas mieux d'avoir une approche européenne ?

C'est-à-dire de fermer la forteresse européenne avant de fermer chaque pays individuellement ? Rappelez-vous de l'émeute qu'il y a eu lorsque l'Allemagne a fermé ses frontières avec la France. De plus, cela n'a servi à rien puisque le virus était déjà dans les deux pays. Cela aurait eu de mauvaises répercussions sur l'économie française. Regardez la politique de la Chine, qui ferme une ville de 2 millions de personnes lorsqu'il y a un cas de covid. La patience des Français était déjà très usée après les confinements, alors fermer une ville au moindre cas ne marcherait pas. Comme disait F. Mitterrand: « Le nationalisme c'est la guerre. ».

Elève : Vous avez parlé de votre expérience en Afrique du Sud. Pensez-vous que le continent africain ait un avenir prometteur devant lui ?

M. Schäfer : Cette question est compliquée, car les 52 pays africains sont tous très différents les uns des autres. Si nous regardons les pays d'Afrique, beaucoup d'entre eux sont des autocraties. L'Afrique a des défis immenses devant elle. Des défis sociaux et climatiques principalement. Mais il n'y a aucune raison que l'Afrique n'ait pas d'avenir prometteur.

Elève : Vous avez dit que l'Union Européenne était prête à conditionner les aides financières de la Hongrie, par modification de lois. Pourtant ces lois sont promulguées par un gouvernement qui est élu par les Hongrois. En somme les idées qu'il porte sont majoritaires dans le pays. Les sanctions prises contre la Russie ont également été prises sans aucun accord des nations européennes. Ma question est : sur quelle légitimité l'Union Européenne peut-elle se baser pour conditionner les aides financières en échange de modifications de lois pour imposer des sanctions d'autres pays ?

M. Schäfer : Cette question relève de la manière dont fonctionnent nos démocraties. Est-ce que le Parlement français aurait dû être consulté, si la France avait pris la décision de sanctionner Russie ? La réponse à cette question est écrite dans la constitution de la V^{ème} République. Ce n'est pas prévu que le parlement soit consulté, pour les décisions du président de la République sur les affaires étrangères.

Elève : Une question concernant l'Allemagne, est-ce que chez vous le gouvernement fédéral est obligé de consulter le Bundestag avant de prendre des sanctions ?

M. Schäfer : Non, mais que cela dépend aussi des sanctions. Mais pour la plupart des sanctions relèvent de la politique étrangère, il n'y a pas besoin du Bundestag.

Elève : Plusieurs personnalités ont dénoncé le rapprochement entre votre pays et la Russie, ainsi qu'une transition écologique peu efficace et illogique. Comme avec l'abandon du nucléaire, jugé énergie verte par la commission européenne, pour revenir au charbon. Je vous demande donc si l'Allemagne regrette ses choix politiques faits ces 60 dernières années qui ont conduit à l'extrême dépendance de la Russie. L'Allemagne est-elle prête à redévelopper son parc nucléaire ?

M. Schäfer : Qui d'entre vous est pour l'utilisation de l'énergie nucléaire ? *Tous les élèves lèvent la main dans la salle.* Dans une école allemande, le scrutin serait le contraire. Donc un Français et un Allemand n'ont pas le même avis sur ce sujet. La société allemande, elle, considère les déchets. Les déchets radioactifs qu'il faut garder dans un lieu en sécurité pendant des milliers d'années, cela n'est même pas acceptable pour les Allemands, qui ne veulent pas laisser cela aux futures générations. Au contraire, ici en France, on ne s'occupe pas assez des déchets. La France les ignore. Avant les élections de 2022, les Allemands préféraient les énergies renouvelables au nucléaire. Or maintenant, la situation est différente, et la question aussi. Les Allemands préfèrent-ils le nucléaire ou ne pas avoir d'énergie du tout ? Bien sûr, la réponse devient le nucléaire. Donc il y a une évolution de la mentalité des Allemands, en fonction du cadre. En France, vous faites preuve d'un déni devant la réalité du nucléaire. En France, l'électricité est importée de pays voisins, car trop peu de centrales nucléaires fonctionnent

réellement. Donc la réponse à la question est que, oui, il y a des regrets, de ce que le gouvernement fait vis-à-vis du gaz russe, mais le choix stratégique d'abandonner le nucléaire est, selon la plupart des Allemands, le bon choix.

Met en scène une situation fictive et s'adresse aux élèves : Si un jour les Russes sont en train de perdre cette guerre et qu'ils veulent faire la paix en se retirant du territoire ukrainien et que les Russes disent que la seule condition est de renoncer à la justice internationale pour les crimes de guerre. Etes-vous pour ou contre ? *La plupart des élèves répondent "Pour."* Je n'ai pas de réponse mais on devrait se poser ce genre de question.

Elève : Comment votre carrière professionnelle de diplomate a-t-elle changé votre vision du monde ?

M. Schäfer : Tous les voyages que j'ai faits dans ma vie ont énormément changé ma vision sur le monde. Les diplomates sont bien payés pour apprendre des choses sur le monde, pour avoir une bonne vision du monde nous devons voyager dans différents endroits.

Elève : Est-ce que vous pensez que la majorité des politiciens sont des opportunistes qui désirent seulement faire carrière? Ou alors que la majorité a comme but d'aider les populations et de faire évoluer le monde ?

Monsieur Schäfer : En tant que porte-parole de trois ministres des affaires étrangères, pour faire un bon travail je devais connaître leurs idées. On avait une relation étroite et il y avait beaucoup de confiance parce qu'il doit y avoir une grande loyauté. Les trois ont eu différents buts quand ils se levaient le matin, il y avait une impulsion très forte qui combine : des ambitions pour faire progresser la société et des ambitions personnelles. Pour être homme politique il faut une grande force physique, ces personnes-là sont soumises à une pression énorme. Il faut de la résistance physique et psychique pour survivre dans le monde cruel de la politique. Il faut avoir une vision constante de ce qu'on souhaite atteindre. Ils avaient une grande volonté de changer le monde. Les hommes que j'ai connus ne travaillaient pas seulement pour gagner de l'argent, mais pour atteindre leurs buts.

Entretien mené mercredi 28 septembre 2022 par Soline Berlie et transcrit par Elise Rougier, Marie Mates et Soline Berlie (Terminale 7 SID).